



APPEL À LA DÉFENSE DES DROITS ET LIBERTÉS

Face au recul alarmant des libertés publiques au Canada, nous soussigné-es, demandons au gouvernement du Canada :

- de respecter et de promouvoir l'ensemble des droits humains, notamment les libertés d'expression et d'opinion;
- d'assurer l'indépendance de *Droits et démocratie* et de respecter l'intégralité de son mandat soit la défense des droits humains et la promotion d'institutions et de pratiques démocratiques partout dans le monde. Cela implique que l'organisation puisse poursuivre ses activités au Proche-Orient en soutenant les organisations de promotion des droits tant en Israël qu'en Palestine occupée;
- le maintien du financement de la Fédération canado-arabe, de Kaïros et d'*Alternatives*.

ACTION

**ENVOYÉ VOTRE APPUI PAR COURRIEL À MADAME LORRAINE GUAY
COALITION POUR LA JUSTICE ET LA PAIX EN PALESTINE**

lorraineguay@videotron.ca

Une série d'événements récents, tous liés aux positions inconditionnellement pro-gouvernement israélien du gouvernement Harper, nous interpelle en tant que citoyens et citoyennes. D'abord les coupures injustifiées à des organismes de coopération internationale et de défense des droits humains tels Kaïros et Alternatives de même qu'à la Fédération canado-arabe; puis la crise actuelle à *Droits et Démocratie* provoquée par des nominations hautement partisans de la part du gouvernement; enfin l'annonce d'une motion du député conservateur T. Uppal invitant la Chambre des Communes à déclarer le Canada inconditionnellement « ami d'Israël », à assimiler à de l'antisémitisme tout lien entre les politiques du gouvernement d'Israël et l'apartheid, ceci afin de condamner (et si possible de faire interdire) la *Semaine contre l'apartheid israélien* qui se déroule présentement sur les campus étudiants au Canada et partout à travers le monde.